

CONCOURS EXTERNE POUR L'EMPLOI D'INSPECTEUR STAGIAIRE
DU TRÉSOR PUBLIC

ANNÉE 2005

ÉPREUVE N° 3 A OPTION

Durée : 3 heures - Coefficient : 5

**Composition sur un ou plusieurs sujets donnés et/ou un cas pratique
d'ÉCONOMIE (page 2)**

OU

**Composition sur un ou plusieurs sujets donnés et/ou un cas pratique
de DROIT PRIVÉ (page 4)**

OU

**Composition sur un ou plusieurs sujets donnés et/ou un cas pratique
de DROIT PUBLIC (page 6)**

Toute note inférieure à 6/20 est éliminatoire.

TRÈS IMPORTANT :

Le candidat traitera celui des trois sujets ci-après qui correspond à l'option qu'il a choisie lors de son inscription au concours : CE CHOIX NE PEUT PAS ÊTRE MODIFIÉ.

Sous peine d'annulation de leur copie, les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif (nom, prénom, lieu, etc.) sur la partie réservée à la rédaction.

Les candidats ne peuvent quitter la salle moins d'une heure après le début des épreuves.

Tournez la page S.V.P.

ÉCONOMIE

Les candidats sont autorisés à utiliser des calculatrices électroniques à fonctionnement autonome, sans imprimante, à entrée unique par clavier.

L'utilisation de tout document est interdite.

Les deux sujets doivent être traités.

1er SUJET

L'économie française est-elle compétitive ?

2ème SUJET

La société Air Transport est spécialisée dans le transport d'hommes d'affaires par hélicoptère (bi-place : pilote + client) entre Paris et Marseille. Air Transport ne dispose que d'un hélicoptère et n'emploie qu'un seul pilote.

La demande de voyages de ce type en fonction du prix est de la forme suivante :

$$Q = 16 - 0,004p$$

Q = nombre de voyages par jour (que l'on appellera rotations)

p = prix d'une rotation

1) Après avoir reproduit le tableau suivant sur votre copie, vous le complétez :

Nombre de rotations	3	4	5	6
Coût total (euros)	6 000	8 250	10 700	13 200
Coût marginal		2250	2450	2500
Prix maximum possible par rotation	3250	3000	2750	2500
Recette totale	9750	12000	13750	15000
Recette marginale		2250	1750	1250

- 2) La société Air Transport possède le monopole de la liaison Paris-Marseille par hélicoptère. En cherchant à maximiser son profit, combien de rotations va-t-elle effectuer par jour ? A quel prix va-t-elle les facturer ? Quel sera son profit ?
- 3) Après l'entrée de nombreux concurrents sur ce marché, celui-ci devient un marché de concurrence pure et parfaite où le prix s'établit à 2 500 euros par rotation. Vous établirez un tableau semblable à celui de la question n°1 en tenant compte du fait que le prix est désormais de 2 500 euros. Quel est alors le nombre de rotations assurées, le prix et le profit d'Air Transport ? La comparaison de ces résultats avec ceux de la question n°1 vous semble-t-elle conforme à la théorie (comparaison du monopole et de la concurrence parfaite) ?

DROIT PRIVÉ

L'utilisation de tout document (Code Civil, Code de Procédure Civile, etc...) est interdite.

Les deux sujets doivent être traités.

1er SUJET

Les différents cas de nullité du mariage.

2ème SUJET

Monsieur PINOIS, qui exerce la profession de charcutier-traiteur à Clermont-Ferrand, vient vous consulter le 15 janvier 2004 à propos de la situation suivante :

Au mois de mai 2003, Monsieur FERRUS a pris l'attache de Monsieur PINOIS afin de lui confier la confection d'un lunch-apéritif, servi le 25 juin 2003, à l'occasion de son départ à la retraite.

Un devis a été établi et accepté par Monsieur FERRUS le 28 mai 2003, pour 75 personnes, sur la base d'un prix de 10 euros par convive.

La réception a eu lieu le jour prévu et Monsieur PINOIS a adressé à Monsieur FERRUS, le 3 août 2003, une facture de 750 euros.

Monsieur FERRUS lui a adressé, le 1er septembre 2003, un courrier lui faisant part de difficultés financières passagères et a sollicité un délai de paiement de trois mois.

Monsieur PINOIS a accepté téléphoniquement.

Monsieur FERRUS lui a demandé, par courrier du 21 décembre 2003, une réduction du prix. D'une part, il a indiqué que certains invités s'étant désistés, le coût doit être calculé sur la base de 60 personnes. D'autre part, il a reproché à Monsieur PINOIS l'absence de fraîcheur des petits-fours au saumon, lesquels n'avaient pu être consommés en raison de l'odeur suspecte qu'ils dégageaient ; ces insuffisances ayant été soulignées par plusieurs collègues et amis présents à la réception. Il a proposé en conséquence de lui régler la somme de 500 euros.

Monsieur PINOIS a refusé. Le 30 décembre 2003, il a adressé un courrier recommandé à Monsieur FERRUS, lui réclamant le paiement immédiat de la somme due, sans quoi il engagerait immédiatement une action en justice.

Monsieur PINOIS vous pose quatre questions précises :

- 1) Est-il contraint d'octroyer à Monsieur FERRUS une réduction du prix convenu en raison de l'absence de 15 invités ?*
- 2) L'article 2271 du code civil, qui dispose que l'action des traiteurs à raison de la nourriture qu'ils fournissent se prescrit par six mois, obère-t-il ses chances de succès en justice ?*
- 3) Dans l'hypothèse où un Tribunal condamnerait Monsieur FERRUS à lui régler la somme due, ce dernier pourrait-il obtenir des délais de paiement ?*
- 4) Sa responsabilité peut-elle être engagée en raison des insuffisances remarquées par les convives dans la qualité de la prestation ?*

DROIT PUBLIC

L'utilisation de tout code ou document est interdite.

Les deux sujets doivent être traités.

1er SUJET

Le référendum sous la V^{ème} République.

2ème SUJET

Commentez l'arrêt du Conseil d'Etat – section du contentieux – du 28 juin 2005. « GARDE DES SCAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE c/ M. Magiera ».

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux, sur le rapport de la 6ème sous-section de la Section du contentieux

N° 239575 - Séance du 14 juin 2002, lecture du 28 juin 2002

GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE c/ M. Magiera

Vu le recours, enregistré le 31 octobre 2001 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, présenté par le GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE ; le GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE demande au Conseil d'Etat :

1°) d'annuler, sans renvoi, l'arrêt en date du 11 juillet 2001 par lequel la cour administrative d'appel de Paris a annulé le jugement du 24 juin 1999 du tribunal administratif de Paris et a condamné l'Etat à verser à M. Pierre Magiera une indemnité de 30 000 F à raison du préjudice né du délai excessif de jugement d'un précédent litige et une somme de 10 000 F au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

2°) de rejeter la requête présentée par M. Magiera devant la cour administrative d'appel de Paris ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

Vu le code de justice administrative ;

Après avoir entendu en séance publique :

- le rapport de Mlle Vialettes, Auditeur,

- les conclusions de M. Lamy, Commissaire du gouvernement ;

Considérant que, par l'arrêt attaqué, la cour administrative d'appel de Paris, après avoir constaté que la procédure que M. Magiera avait précédemment engagée à l'encontre de l'Etat et de la société "La Limousine" et qui avait abouti à la condamnation de ces défendeurs à lui verser une indemnité de 78 264 F, avait eu une durée excessive au regard des exigences de l'article 6, paragraphe 1 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, a condamné l'Etat à verser à M. Magiera une indemnité de 30 000 F pour la réparation des troubles de toute nature subis par lui du fait de la longueur de la procédure ;

Sur la régularité de l'arrêt attaqué :

Considérant que l'arrêt énonce avec précision les raisons pour lesquelles la cour a estimé que la durée de la procédure avait été excessive et que l'Etat devait réparation à M. Magiera du préjudice qui avait pu en résulter ; que la cour administrative d'appel a ainsi suffisamment motivé sa décision ;

Tournez la page S.V.P.

Sur la légalité de l'arrêt attaqué :

Sur le moyen relatif aux conditions d'engagement de la responsabilité de l'Etat :

Considérant que le GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE, soutient, d'une part, que la cour a commis une erreur de droit en estimant la responsabilité de l'Etat automatiquement engagée dans le cas où la durée d'une procédure aurait été excessive, d'autre part, qu'elle a commis une autre erreur de droit ainsi qu'une dénaturation des pièces du dossier en ce qui concerne les critères qu'elle a retenus pour juger anormalement longue la durée de la procédure en cause ;

Considérant qu'aux termes de l'article 6, paragraphe 1 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales : "toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal (...) qui décidera (...) des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil (...)" ; qu'aux termes de l'article 13 de la même convention : "toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente convention, ont été violés a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles" ;

Considérant qu'il résulte de ces stipulations, lorsque le litige entre dans leur champ d'application, ainsi que, dans tous les cas, des principes généraux qui gouvernent le fonctionnement des juridictions administratives, que les justiciables ont droit à ce que leurs requêtes soient jugées dans un délai raisonnable ;

Considérant que si la méconnaissance de cette obligation est sans incidence sur la validité de la décision juridictionnelle prise à l'issue de la procédure, les justiciables doivent néanmoins pouvoir en faire assurer le respect ; qu'ainsi lorsque la méconnaissance du droit à un délai raisonnable de jugement leur a causé un préjudice, ils peuvent obtenir la réparation du dommage ainsi causé par le fonctionnement défectueux du service public de la justice ;

Considérant qu'après avoir énoncé que la durée de la procédure avait été excessive, la cour administrative d'appel en a déduit que la responsabilité de l'Etat était engagée vis-à-vis de M. Magiera ; que, ce faisant, loin de violer les textes et les principes susrappelés, elle en a fait une exacte application ;

Considérant que le caractère raisonnable du délai de jugement d'une affaire doit s'apprécier de manière à la fois globale - compte tenu, notamment, de l'exercice des voies de recours - et concrète, en prenant en compte sa complexité, les conditions de déroulement de la procédure et, en particulier, le comportement des parties tout au long de celle-ci, mais aussi, dans la mesure où la juridiction saisie a connaissance de tels éléments, l'intérêt qu'il peut y avoir, pour l'une ou l'autre, compte tenu de sa situation particulière, des circonstances propres au litige et, le cas échéant, de sa nature même, à ce qu'il soit tranché rapidement ;

Considérant que pour regarder comme excessif le délai de jugement du recours de M. Magiera, la cour administrative d'appel de Paris énonce que la durée d'examen de l'affaire devant le tribunal administratif de Versailles a été de 7 ans et 6 mois pour "une requête qui ne présentait pas de difficulté particulière" ; qu'en statuant ainsi, la cour, contrairement à ce que soutient le ministre, a fait une exacte application des principes rappelés ci-dessus ;

Sur le moyen relatif aux conditions d'appréciation de l'existence d'un préjudice :

Considérant que le GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE, soutient que la cour ne pouvait se borner à constater "une inquiétude et des troubles dans les conditions d'existence" mais devait rechercher si un préjudice pouvait être caractérisé compte tenu de la nature et de l'enjeu du litige ainsi que de l'issue qui lui avait été donnée ;

Considérant que l'action en responsabilité engagée par le justiciable dont la requête n'a pas été jugée dans un délai raisonnable doit permettre la réparation de l'ensemble des dommages tant matériels que moraux, directs et certains, qui ont pu lui être causés et dont la réparation ne se trouve pas assurée par la décision rendue sur le litige principal ; que peut ainsi, notamment, trouver réparation le préjudice causé par la perte d'un avantage ou d'une chance ou encore par la reconnaissance tardive d'un droit ; que peuvent aussi donner lieu à réparation les désagréments provoqués par la durée abusivement longue d'une procédure lorsque ceux-ci ont un caractère réel et vont au-delà des préoccupations habituellement causées par un procès, compte tenu notamment de la situation personnelle de l'intéressé ;

Considérant que la cour administrative d'appel de Paris a estimé, par une appréciation souveraine, que M. Magiera avait subi, du fait de l'allongement de la procédure, "une inquiétude et des troubles dans les conditions d'existence" dont elle a chiffré la somme destinée à en assurer la réparation à 30 000 F ; qu'il résulte de ce qui a été dit ci-dessus que, contrairement à ce que soutient le ministre, la cour administrative d'appel de Paris n'a pas commis d'erreur de droit ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que le GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE, n'est pas fondé à demander l'annulation de l'arrêt de la cour administrative d'appel de Paris en date du 11 juillet 2001 ;

DECIDE :

Article 1 : Le recours du GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE, est rejeté.

Article 2 : La présente décision sera notifiée au GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE et à M. Pierre Magiera.